



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 17 DÉCEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le dix sept décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)

Conseil de Communauté du 17 décembre 2021
 Délibération n°DCC2021_190

Objet	Autorisation de procéder aux dépenses 2022
Rapporteur	Frédéric KERLAN
Service	Service Finances
Thème	Finances

Frédéric KERLAN donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Cette autorisation précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs, le Président peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme. Aussi, il est proposé à l'assemblée d'autoriser le Président, dès le 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au vote du prochain budget, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non objet d'autorisations de programme dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2021, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le montant et l'affectation des crédits correspondants se déclinent comme suit :

Les dépenses inscrites au budget 2021 hors emprunt et AP/CP

Chapitre	Budget général	Budget Action économique	Budget Moulin Mer	Budget Photovoltaïque	Budget Réseau de chaleur	Budget Eau DSP avant transfert
20	343 781,75 €	22 000,00 €	5 000,00 €	2 000,00 €	- €	1 000,00 €
204	1 249 787,16 €	223 171,60 €	- €	- €	- €	- €
21	2 060 861,08 €	697 452,62 €	35 483,25 €	9 500,00 €	12 500,00 €	389 223,97 €
23	1 450 020,00 €	1 128 380,66 €	354 473,88 €	123 000,00 €	8 400,00 €	99 000,00 €
Total	5 104 449,99 €	2 071 004,88 €	394 957,13 €	134 500,00 €	20 900,00 €	489 223,97 €

Autorisations de dépenses 2022 jusqu'au vote du BP 2022

Chapitre	Budget général	Budget Action économique	Budget Moulin Mer	Budget Photovoltaïque	Budget Réseau de chaleur	Budget Eau DSP avant transfert
20	85 000,00 €	5 000,00 €	1 000,00 €	- €	- €	- €
204	312 000,00 €	55 000,00 €	- €	- €	- €	- €
21	515 000,00 €	174 000,00 €	8 000,00 €	2 000,00 €	3 000,00 €	97 000,00 €
23	362 000,00 €	282 000,00 €	88 000,00 €	30 000,00 €	2 000,00 €	24 000,00 €
Total	1 274 000,00 €	516 000,00 €	97 000,00 €	32 000,00 €	5 000,00 €	121 000,00 €

Ces montants sont appelés à évoluer en fonction de la décision modificative proposée au vote de la présente séance.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,
 Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
 Vu l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 Considérant que l'adoption du prochain budget est programmée en février 2022,
 Considérant la nécessité pour l'exécutif de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement durant cette période de transition,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 3 décembre 2021
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 16 novembre 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non inscrites en autorisations de programme, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2021, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci dès le 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au vote du prochain budget.